



# QUE 2008 SOIT L'ANNÉE DU RÉVEIL DE LA GAUCHE !

« Président du pouvoir  
d'achat »... de lui-même  
et ses amis.

Durant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'était présenté comme "le président du pouvoir d'achat". Effectivement, à peine élu, Sarkozy distribue du pouvoir d'achat, mais aux plus riches: c'est le bouclier fiscal, la baisse de l'impôt sur les successions, le remboursement des frais de scolarité des enfants d'expatriés, etc. Parmi les heureux bénéficiaires de ces largesses se situe évidemment son ami Vincent Bolloré, propriétaire entre autres de la chaîne de télévision Direct 8, des quotidiens *Matin Plus* et *Direct Soir*, actionnaire à 44% de l'institut de sondage CSA, à 40 % du service français de l'agence d'information Associated Press, qui alimente de nombreux médias.

Est-il utile de préciser que c'est exactement au même Vincent Bolloré que Sarkozy s'est adressé pour se faire prêter un yacht au lendemain de son élection, puis un jet privé pour aller en Egypte passer ses vacances de fin d'année ?

Par contre, pour la très grande majorité des habitants et habitantes de ce pays, la facture risque fort d'être amère. Se cumulant avec les hausses des loyers, de l'essence, des produits alimentaires, le 1<sup>er</sup> janvier 2008 verra ;

- Hausse des tarifs du gaz de 4%, qui frappera 7 millions de foyers. Rappelons que GDF, dont l'Etat est toujours le principal actionnaire avec 80% du capital, voit pour le 1<sup>er</sup> semestre 2007 ses bénéfices s'élever à 1,51 milliard d'euros. Des bénéfices qui avaient déjà augmenté de près de 30% par an en 2005 et 2006. De bons résultats dont les usagers n'ont pas vu la couleur...

- Mise en place de la franchise médicale. A partir du 1<sup>er</sup> janvier, il faudra payer une franchise de 50 centimes d'euros sur l'achat de chaque boîte de médicaments et sur chaque acte paramédical et de deux euros pour chaque transport par ambulance. Cette franchise pourra monter jusqu'à 50 € par an et par personne...

Ces hausses brutales, insignifiantes pour un Président qui s'est auto-octroyé une hausse 8 457 euros à 20 858 euros mensuels, risquent fort de mettre en grave difficultés les plus vulnérables d'entre nous.

Car ce ne sont pas les hausses des pensions de retraite ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), revalorisées de 1,1 %, ou des prestations familiales ( 1 % tout rond...) qui suffiront....

## Le patronat en rêvait, Sarkozy le fait.

Quant aux salarié-e-s, le slogan « travailler plus pour gagner plus » se révèle pour ce qu'il est ; une usine à gaz fondée sur la "monétisation des RTT", "déblocage de la

participation" et autres concepts fumeux dont le point commun est de surtout ne rien coûter aux entreprises, tout en dépendant intégralement du bon vouloir des patrons...

Mais ce n'est pas fini puisque Sarkozy veut faire sauter un nouveau verrou. Il reprend à son compte la proposition de Laurence Parisot, la présidente du MEDEF, qui envisageait que la durée du travail puisse être négociée par les branches ou dans les entreprises après la signature d'accords majoritaires. Pour ce gouvernement, la durée du travail devrait être fixée dans une fourchette comprise entre 35 heures - la référence minimale - et 48 heures, le seuil maximum fixé dans l'Union européenne. Pour les entreprises, l'intérêt serait de faire sauter le seuil de déclenchement des heures supplémentaires au taux de 25% dès la 36<sup>e</sup> heure.

Ce serait donc la fin de la majoration des heures supplémentaires. Les salarié-e-s seraient donc à disposition de l'entreprise tout au long de l'année, dimanches compris...

## Et pendant ce temps-là, la gauche parlementaire...

Si Sarkozy avance si vite et aussi loin dans son entreprise de démolition des acquis sociaux, c'est surtout parce que la gauche parlementaire et le PS en particulier n'offrent aucune réelle alternative. N'ayant tiré aucune leçon en 2005 du non populaire au référendum sur le TCE (qu'ils s'apprentent à approuver en février prochain...), puis de l'échec de la présidentielle en 2007, le PS et ses alliés ne contestent que la méthode de Sarkozy et non ses objectifs. Tel Manuel Valls qui approuve le passage des salarié-e-s à 40 annuités de cotisations pour la retraite. Sans jamais, comme la droite, expliquer le fait que la majeure partie des salarié-e-s, du fait du chômage et des licenciements, ne pourront les atteindre. Et se verront ainsi appliquer de plein fouet les décotes correspondantes....

Quant aux autres responsables socialistes, soit ils participent directement aux projets de Sarkozy (Attali, Lang, Kouchner...), soit ne pensent et n'agissent qu'en fonction de la prochaine élection présidentielle en 2012, telle S. Royal... Ce n'est pas ce que les salarié-e-s et la population attendent de la gauche. Ce dont nous avons tous et toutes besoin, c'est une opposition ferme à tous les reculs sociaux. C'est cette attente que la LCR soutient et entend remplir avec tous les hommes et toutes les femmes de gauche qui pensent qu'un autre partage des richesses est possible.

## Je souhaite prendre contact avec la LCR 44

Prénom : .....NOM : .....

Adresse : .....

.....

Tél. : ..... Mail : .....